

[Texte]

a vested interest of child care workers who will lobby for their own interests and not the child's. Licensing does not ensure quality or the maintenance of the quality after the licence is attained. There is no motivation to maintain standards when the government supplies the total money.

The proposals presented by the task force represent supply-side funding. For example, child care workers would be licensed. They would receive this licence from government training programs. Such programs are supposed to be value neutral but such is not possible. No training program can be value neutral. Therefore the training program will incorporate the lowest common denominator of values in our society. This is humanism and not Christian-based, and this is of a great concern to us.

Child care workers, once licensed, will come to say, like public school teachers, they are the only ones who are qualified to care for children because they are the only ones with a licence. This alludes to unions. Therefore, those who do not agree with the humanist philosophy of child care will find themselves paying for the government system but not using it.

This is the present situation we have with our independent church schools. We are paying through our tax dollars for the public school system. We pay again out of our own pocket for the independent school system we have, and many pay again—or they are trying to make them pay again—through taxation of their schools. We feel this is an inequitable funding of these school areas. We do not want to see it paralleled in universal day care centres in this country.

These proposals will eliminate a variety in day care. We are not opposed to training. But what about the natural child care workers, those with a love for working with children who have not received any training? What about child care centres in people's homes as opposed to government buildings? These meet certain people's demands but will not necessarily receive funding. If these people want to benefit from the service they pay taxes for, they have to use the government system. We do not believe a government system can meet the variety of services needed to meet the needs and preferences of all the people.

We believe a demand-side funding for a day care centre is the approach that should be taken by the government. For example, there could be an increase in family allowances for children under six years of age. Mothers then could choose to work and spend the money on child care or use the money to stay home and forgo the income from work. If the latter, children will learn about life from their own natural mother, and we know this is a positive value. There is no substitute for the love a natural parent has for a natural child, and a child will grow up knowing he is wanted. Like family allowances, child care allowances would be a taxable benefit. They would benefit the low-income families more than the high-income, and the single-parent families more than the two-parent families. Demand-side funding would continue to result in a variety of child care services existing today, for example, drop-in child care centres.

[Traduction]

de gardiennes et de puéricultrices qui tiennent essentiellement à leurs propres intérêts plutôt qu'à celui des enfants confiés à leur charge. Le fait de délivrer des permis ne suffit pas en soi à garantir la qualité des établissements. Lorsqu'un établissement est entièrement financé par l'état, les normes de qualité risquent au contraire de baisser.

Les propositions du groupe de travail sont basées sur les principes du financement en fonction de l'offre. Les puéricultrices tiendraient des permis après avoir suivi des programmes de formation de l'état. Ces programmes sont censés être d'orientation neutre, ce qui dans la pratique est impossible. Ce qui va se passer c'est que ces programmes de formation comporteront le plus bas commun dénominateur des valeurs de notre société plutôt que les valeurs chrétiennes auxquelles nous tenons.

Comme les enseignants du primaire, les gardiennes dès lors qu'elles devront toutes avoir un permis, vont prétendre qu'elles sont les seules qualifiées pour s'occuper d'enfants. Ensuite viendront les syndicats. Dans ces conditions, les parents qui tiennent à ce que leurs enfants soient élevés selon les valeurs chrétiennes seront obligés de verser leur quote-part au réseau de garderies de l'état tout en n'en bénéficiant pas.

C'est ce qui se passe actuellement pour nos écoles. Nous payons, par le biais de l'impôt, pour les écoles publiques et nous devons ensuite payer pour nos propres écoles indépendantes. C'est à notre avis un système injuste et nous ne voudrions pas souffrir à nouveau de pareille injustice avec la mise sur pied d'un réseau universel de garderies d'enfants.

Ces propositions auraient pour effet de supprimer toutes sortes de garderies. Nous ne sommes pas contre la formation en principe. Mais que feriez-vous avec les personnes qui tout en n'ayant pas suivi des cours de formation, font un excellent travail simplement parce qu'elles aiment les enfants. Qu'advierait-il des garderies assurées au domicile de certaines personnes par opposition aux installations de l'état? Ces garderies privées qui répondent à la demande d'un certain nombre de parents ne seraient sans doute pas subventionnées. À notre avis, un réseau de garderies de l'état ne saurait répondre aux besoins et aux préférences de tous.

Le financement des garderies d'enfants doit à notre avis se fonder sur la demande et non pas sur l'offre. Ainsi, on pourrait envisager d'augmenter les allocations familiales pour les enfants âgés de moins de six ans. Les mères seraient alors libres d'utiliser cet argent soit pour payer pour la garde de leurs enfants, soit de rester au foyer et s'occuper de leurs propres enfants plutôt que d'aller travailler. Dans ce dernier cas, les enfants seraient élevés par leur mère, ce qui à notre avis est une bonne chose. Rien en effet ne saurait remplacer l'amour maternel et paternel. Tout comme les allocations familiales, les allocations pour garde d'enfants seraient imposables. Les familles à revenu modeste en profiteraient donc plus que les familles aisées, et les familles monoparentales davantage que les familles à deux parents. Un système de financement basé sur la demande n'entraverait pas la variété